

 <b>Liberté • Égalité • Fraternité</b> <b>RÉPUBLIQUE FRANÇAISE</b>  <b>Le Préfet de La Réunion</b>	<b>ARRETE N° 962</b>  <b>Portant modification de la composition de la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées</b>	 <b>DÉPARTEMENT DE LA Réunion</b>  <b>Conseil Départemental de La Réunion</b>
---	---	---

**Le Préfet de la Région et du Département de La Réunion  
Le Président du Conseil Départemental**

**Vu** le code général des collectivités locales,

**Vu** le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L 241-5 et R 241-24 modifié par le décret n°2012-1414 du 18 décembre 2012,

**Vu** la loi 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et le décret 2005-1589 du 19 décembre 2005

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

**Vu** le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

**Vu** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination du préfet de la région Réunion, préfet de La Réunion – M. Jérôme FILIPPINI,

**Vu** la convention constitutive du groupement d'intérêt public Maison Départementale des Personnes Handicapées de la Réunion en date du 13 janvier 2006 et son avenant n°1 du 4 mai 2012,

**Vu** l'arrêté n° 116 du 16 janvier 2019 portant désignation des membres de la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées, modifié par les arrêtés n°181 du 1<sup>er</sup> février 2019, et n°1998 du 1<sup>er</sup> octobre 2021 et n° 601 du 27 mars 2023,

**Vu** l'arrêté n° 18 du 15 novembre 2022 du président du Conseil Départemental portant désignation des représentants du Conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie (CDCA) pour siéger au sein de la Commission des droits et de l'Autonomie des personnes handicapées,

**Vu** les propositions des chefs de service de l'Etat concernés,

Sur Proposition de la Sous-Préfète à la cohésion sociale et à la jeunesse et du Directeur Général des services du Département

# ARRETEMENT

## Article 1<sup>er</sup>

L'article 3 de l'arrêté n°116 du 16 janvier 2019 est remplacé par :

A titre transitoire et afin d'assurer la continuité du service rendu à l'usager, le mandat des membres désignés par l'arrêté n°116 du 16 janvier 2019 modifié est prorogé jusqu'à l'expiration du mandat de deux ans des président et vice-présidents de la commission, soit jusqu'au 29 novembre 2023. A cette date au plus tard, un nouvel arrêté fixant la composition des membres pour une nouvelle période de quatre ans sera publié.

L'arrêté n°116 du 16 janvier 2019 successivement modifié, est ainsi prorogé dans ses effets jusqu'à cette date.

## Article 2 :

Les autres articles de l'arrêté n°116 du 16 janvier 2019 modifié demeurent inchangés.

## Article 3:

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis dans le délai de deux mois suivant sa publication ou notification.

## Article 5:

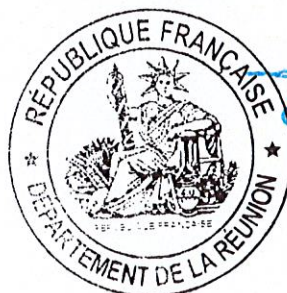
La Sous-préfète à la Cohésion Sociale et à la Jeunesse et le Directeur Général des Services du Département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de La Réunion et au recueil des actes administratifs du département et notifié à chacun des membres titulaires et suppléants de la commission par le directeur de la MDPH.

Fait à Saint Denis, le 12 MAI 2023

Le Préfet

Jérôme FILIPPINI

Le Président du Conseil Départemental,



Cyrille MELCHIOR